

# Ecole: des enseignants ne veulent plus que "le masculin l'emporte sur le féminin"

Paris, 8 nov. 2017 (AFP) -

Plus de 300 professeurs de français affirment ne plus vouloir enseigner la règle de grammaire qui veut que "le masculin l'emporte sur le féminin" afin de lutter contre les stéréotypes de genre, une démarche qui n'a pas les faveurs du ministre de l'Education.

Cette initiative survient en plein débat sur l'écriture dite inclusive, destinée à mettre sur un pied d'égalité les femmes et les hommes, et qui provoque des remous bien au-delà du milieu enseignant.

Dans une tribune parue sur le site Slate.fr, 314 professeurs des écoles, collèges et lycées déclarent "avoir cessé ou (s')apprêter à cesser d'enseigner" cette règle de grammaire, qui veut par exemple que dans un groupe nominal, l'adjectif prend toujours le genre masculin s'il est précédé ou suivi de noms communs féminins et masculins.

Ils souhaitent que l'adjectif s'accorde en genre avec le nom commun le plus proche. Par exemple: "des pâturages et des prairies verdoyantes" à la place de "des pâturages et des prairies verdoyants".

Les signataires donnent trois raisons à leur décision: cette règle n'a pas toujours été en vigueur; son application reflétait une volonté politique de maintenir les femmes dans une position d'infériorité; la répéter au sein des écoles conforte les stéréotypes de genre.

Interrogé à ce sujet, le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer a jugé que l'expression "le masculin l'emporte sur le féminin" n'est "sûrement pas une bonne formule". "Il faut dire simplement qu'en cas de pluriel, on accorde au masculin, ce qui dans la langue française s'apparente souvent au genre neutre", a-t-il déclaré mardi lors d'un déplacement dans un collège à Nanterre.

"La langue française n'est pas à instrumentaliser pour des combats aussi légitimes soient-ils", a-t-il ajouté, précisant qu'il n'était "pas favorable" à la pétition lancée par les signataires. Une pétition qui avait recueilli mercredi en fin de matinée 3.400 signatures 24H après son lancement.

Le ministre s'est aussi dit "inquiet" des "attaques répétées contre la langue française". Il s'était déjà prononcé contre l'écriture dite "inclusive", qui a créé selon lui "des polémiques inutiles".

- 'Habitue discutable' -

L'écriture inclusive se veut un outil destiné à lutter contre les stéréotypes liés aux sexes et les inégalités entre femmes et hommes. Son caractère le plus visible est l'accord des noms et des adjectifs au féminin et au masculin lorsque c'est possible, à l'aide d'un "point médian" (par exemple "étudiant.e.s"). L'Académie française l'a qualifiée de "péril mortel" pour la langue française.

Viviane Youx, présidente de l'association pour l'enseignement du français, salue, elle, "ces coups de boutoir" pour que "les mentalités changent". "On prend pour une habitude immuable ce qui est finalement discutable", déclare-t-elle à l'AFP. Mais "le problème à terme sera de faire changer la norme", nécessaire à l'apprentissage des règles, admet-elle.

Du côté des parents d'élèves, on estime ne pas avoir à se prononcer pour ou contre la grammaire ou l'écriture inclusives. "Ce qui est important, c'est que les règles enseignées aux élèves soient validées officiellement par l'Education nationale afin que les enfants ne soient pas pénalisés lors des examens", indique à l'AFP Samuel Cywie, porte-parole de la Peep, une des deux grandes fédérations de parents d'élèves.

Les signataires de la tribune expliquent qu'avant le 17e siècle, les accords se faisaient le plus souvent selon la règle de proximité (l'adjectif s'accorde en genre avec le nom commun le plus proche).

D'autre part selon eux, "l'objectif des promoteurs de la nouvelle règle n'était pas linguistique mais politique". Et de citer un passage de la Grammaire générale de Beauzée (1767) qui indique que "le masculin est réputé plus noble que le féminin à cause de la supériorité du mâle sur la femelle".

Enfin, répéter aux enfants que +le masculin l'emporte sur le féminin+ "dans les lieux mêmes qui dispensent le savoir et symbolisent l'émancipation par la connaissance induit des représentations mentales qui conduisent femmes et hommes à accepter la domination d'un sexe sur l'autre".



PAYS :France  
SURFACE :99 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 8 novembre 2017 - Edition Fil Gen

fmp/ito/blb/pad

Afp le 08 nov. 17 à 13 37.